

## **LA COMMUNICATION ET LE CITOYEN : tout est possible...même le meilleur !**

**Rapprocher les deux termes, communication et citoyen...c'est évidemment penser chacun des deux et leur relation, « ici et maintenant », en évitant raccourcis et amalgames. L'exercice n'est pas aisé car les deux mots sont chargés d'histoire, de symboles, de passions, de réalités différentes et de mythes.**

**« T'es où ? », un nouveau mot de passe universel ? (1)**

Nous sommes installés dans l'ère de la communication par la conjonction de plusieurs phénomènes. Tout d'abord la communication interpersonnelle est marquée par les profondes mutations des mœurs à l'œuvre depuis les trente dernières années : modification, malgré la persistance de certains rapports de domination, de l'autorité traditionnelle dans la famille, le couple, à l'école, au travail. Elle fait place à des relations qui font plus de place à la discussion, à l'écoute, à la négociation, à l'échange : à la communication.

Dans le même temps les médias audiovisuels ont explosé depuis 1950 avec une forte accélération depuis 1981 : radios, télévisions avec le développement simultané de la publicité et du marketing.

Enfin tous les secteurs de la vie sociale, domestique, culturelle, économique et politique n'échappe à l'informatisation et la numérisation. Jusqu'au téléphone qui transporte sons textes et images et fait de « T'es où ? » le sésame, l'amorce de toute conversation. , Tout cela s'opère dans un contexte de délocalisation des espaces de décision, de production et de désynchronisation des temps habituels aux activités humaines.

C'est ainsi que la communication est à la fois magique et inquiétante : elle rapproche autant qu'elle éloigne, elle unit autant qu'elle fragmente, elle ouvre autant qu'elle ferme. Elle est magique par son étymologie « entrer en relation » : créer des ponts entre des individus, des mondes, des peuples, transmettre des informations, diffuser des connaissances, contribuer à éveiller des consciences. Elle inquiète quand elle envahit, manipule, s'immisce dans les vies privées, renforce la concentration des pouvoirs, nourrit les mises en fichiers incontrôlées, standardise, impose des modèles et ne permet pas de penser pacifiquement le rapport à l'Autre, si indispensable dans un monde largement ouvert ou la circulation des cultures ne suppose pas leur cohabitation.

**Pour chacun d'entre nous, en France et en Europe, notre vie quotidienne est faite d'une part croissante de communication, tout particulièrement de pratiques pluri-médiatiques. Ainsi dans une vie humaine de 80 années en a-t-on consacré 27 à dormir, 3 en formation scolaire, 8 en activités professionnelles et 42 en activités personnelles : repas, transports, achats, loisirs, dont 12 années à regarder la télévision et 3 années à écouter la radio, voir des DVD, jouer et naviguer sur le web.**

Bien sûr tout ceci n'est que moyenne et chacun jurera que ce n'est pas son cas...refaites bien les calculs !

C'est dans ce contexte qu'il faut prendre en compte la relation qu'il y a évidemment entre la communication et citoyen.

**Voir déjà midi à sa porte...car plus loin c'est trop compliqué et ce n'est pas la bonne heure !**

Inutile d'envisager dans ce cadre une approche de cette relation par une dimension théorique du citoyen et de la citoyenneté. Là, plus qu'ailleurs, il convient de se méfier des incantations, des discours nostalgiques, des invocations de la République qui se limitent à ne l'envisager, comme la démocratie, que dans le ciel des idées ou le rappel des principes, là où elles sont plus que jamais des pratiques politiques capables de faire vivre la liberté, l'égalité et la fraternité. Alors convenons qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or du citoyen, que ce n'est pas un état de naissance, que son apprentissage est continu et son exercice est aujourd'hui plus complexe qu'hier. La communication constitue bien un des outillages majeurs de la citoyenneté, mais aussi son objet. Devenue une valeur, la communication ne peut échapper à la vigilance, à sa promotion comme droit tout comme à sa critique quand elle porte atteinte aux droits des personnes et au droit collectif.

Alors le citoyen, dans la société de communication, ...tonique ou endormi, curieux ou anesthésié, disponible ou désorienté ? Les observateurs rigoureux montrent que le tableau est contrasté. Dans le cadre d'espaces politiques changeants, encore instables (collectivités, Europe), aux souverainetés qui se cherchent, se contestent, se superposent et dans un contexte qui rend les questions à traiter interdépendantes, pour certaines planétaires.... Le découragement pourrait l'emporter. Pourtant, grâce à l'élévation du niveau d'éducation, aux médias d'information, nous sommes plus exigeants sur les programmes, plus invités aussi à donner notre avis et à décider, toujours plus nombreux dans les associations et mobilisés lorsque les périls menacent ( extrême-droite, racisme et antisémitisme, conflits et catastrophes. Mais nous sommes aussi moins prompts à aller voter (l'abstention a beaucoup progressé sur 20 ans), moins confiants dans les grands corps intermédiaires ( syndicats, partis, associations nationales), plus individualistes dans nos comportements et déjà motivés par notre cadre immédiat de vie locale, rendant ainsi plus délicat la combinaison de l'intérêt général et de nos préoccupations particulières. Mais est-ce réellement de la désaffection pour « la cité » et la marque d'un désir de vivre dans l'indifférence des autres, dans la côte -à côte, dans la frénésie de la consommation comme seule réalisation de soi. Rien ne permet cette conclusion. Par contre tout autorise à comprendre le désarroi des citoyens qui ne voient pas de solutions s'esquisser à leurs difficultés qui durent, la révolte de ceux qui n'admettent pas que tant de richesses étalées soient aussi mal réparties, le doute de ceux qui faisant les efforts que nécessite la compréhension des enjeux de société n'admettent plus les discours simplificateurs de certains responsables, le refus des préjugés de ceux qui ne retrouvent pas dans les médias la diversité sociale et culturelle de notre société...

Alors oui, le découragement et le sentiment d'impuissance peuvent l'emporter. Le rejet des élus du suffrage universel, injustifié dans l'immense majorité d'entre eux, peut aussi naître dans l'information révélée : c'est heureux pour la démocratie s'il est avéré qu'il a trahi son mandat, c'est dramatique, mais pour tout individu aussi, si le sensationnel l'a emporté sur le respect de la chose jugée.

Alors oui il est plus nécessaire que jamais de mobiliser toutes les dimensions de la communication pour former, informer et rassembler le citoyen. Mais il est tout aussi indispensable que la communication et l'information soit l'objet d'une véritable attention des citoyens. S'il faut comprendre le monde tel qu'il est pour ne pas s'y laisser prendre, la communication constitue avec l'éducation, l'accès à la culture dans la diversité de ses

contenus et de ses formes et l'information, un des leviers de la compréhension et un des éléments majeurs constitutifs de ce monde à comprendre. C'est de cette culture, œuvre et action à la fois, constituée et à venir aussi, dont la citoyenneté ne peut s'exonérer,

## **La communication pour des citoyens autonomes et solidaires**

Le savoir, la connaissance et l'information sont devenus des ingrédients moteurs de nos sociétés. Les conditions de leur production, de leur diffusion et de leur appropriation sont déterminantes pour la nature de « l'en commun » que nous envisageons. L'usage que nous ferons de la communication est au cœur de ces choix.

Dans le même temps que la société de la communication s'est installée, ses technologies en ont accéléré la mondialisation et la globalisation. Mais de 1980 à nos jours l'écart entre les 5 pays les plus riches et les 5 pays les plus pauvres de la planète s'est accru de 30%. Un quart de la population mondiale vit avec moins de un euro par jour. Les étudiants en médecine des universités américaines ont 5000 périodiques à leur disposition pendant que ceux du Burkina Faso en ont 50.

Alors faisons un rêve. A l'inverse de « la révolution industrielle » du XIX<sup>ème</sup> siècle assurée par une majorité de travailleurs analphabètes dans l'exploitation et la souffrance, « la révolution informationnelle » du XXI<sup>ème</sup> siècle pourrait être conduite et maîtrisée par des citoyens alphabétisés dans une démocratie plus participative et solidaire. Elle pourrait l'être sans l'écrasement des cultures qui a prévalu alors, sans l'arrogance de notre « Nord », européen et américain qui persiste à imposer ses normes et ses modèles au mépris de valeurs universelles enfouies dans d'autres civilisations, tout en proclamant, une main sur le cœur et l'autre dans les marchés boursiers, qu'il faut préserver la diversité culturelle.

Si le temps de la « Terre-Patrie » se profile, le temps de l'Homme mondial n'a de sens et d'intérêt que s'il fait « de l'Homme la mesure de toute chose ». Là se situe le clair objet du travail des citoyens et l'enjeu majeur des années qui s'ouvrent. Là réside l'utopie sans laquelle il n'est pas d'élan collectif et émancipateur. Risquons quelques pistes pour que la communication nous y facilite la tâche.

Ce qui nous occupe relève du gouvernement de soi et de la société et de la capacité que nous devons toutes et tous avoir d'y construire notre autonomie et notre aptitude à y vivre solidairement.

Dans cette construction, l'**Ecole** est évidemment déterminante. Si elle ne constitue pas le point de départ de tout- la famille et les autres apports culturels étant tout aussi déterminants-, elle constitue le temps commun de toutes et tous. Pour quoi y faire devrait être le cœur du débat qui l'agite. Pour y apprendre à communiquer devrait être une priorité...pour la société de communication. L'obtention d'un brevet d'usage de l'Internet est un bien insuffisant outillage. Compte -tenu du fait qu'à 20 ans, un individu aura consacré autant de temps à l'Ecole qu'aux médias dans leur diversité, peut-on laisser cette pratique culturelle déterminante pour l'élaboration d'une représentation des autres et du monde au seul hasard ? Ne devrait-on pas dans la vérification des acquis, du socle commun de connaissances et de compétences que tout jeune doit avoir acquis à l'issue de sa scolarité obligatoire, intégrer l'analyse du journal télévisé, de la une d'un quotidien, des choix de liens d'un site web ? L'apport général de la scolarité à la nécessaire distance critique est ici trop abstraite, trop éloignée de la réalité des pratiques culturelles des enfants et des jeunes. Ajoutons qu'une société qui intègre la communication dans tous ses espaces doit aussi mieux préparer...à communiquer par tous les langages, dont le nouveau langage multimédia, à s'exprimer pour être compris, à argumenter, débattre, à négocier, à coopérer. Toutes choses que l'institution scolaire intègre insuffisamment dans ses contenus et dans ses pratiques, tant dans la scolarité obligatoire qu'après et dans la formation des futurs dirigeants.

**Toutes les pratiques démocratiques institutionnelles** devraient faire l'objet d'une plus grande attention et surtout d'une plus grande rigueur. Il ne suffira pas d'invoquer la démocratie participative dans les programmes électoraux pour redonner de la vigueur et de l'intérêt à la délégation de suffrages sans laquelle il n'est pas de démocratie durable et féconde. Surtout si dans les faits c'est pour confondre démocratie participative et pure promotion de sa politique. Encore plus si c'est pour éviter la délibération sur des choix possibles en les occultant ou en les ficelant à l'avance. Délibérer, participer et déléguer ne peuvent se concevoir sans informer et communiquer et il s'agit là d'une dialectique où les convictions doivent s'exprimer pour l'émetteur...et le récepteur. La communication publique est au cœur de cette dialectique tout comme les médias d'information. Mais la préservation et le développement d'un véritable espace public, sous des formes à renouveler, sont décisifs, en particulier sur le web, dont l'économie générale échappe encore à nos règles habituelles et qu'il faut d'autant plus préserver des appétits exclusifs du profit, mais également de l'encadrement trop institutionnel, surtout lorsqu'il est guidé par la persistance de l'exclusivité ou des dominations en tout genre.

C'est une évidence. de rappeler que **l'information est une des clefs de l'exercice de la citoyenneté**. Les médias et les journalistes sont malmenés par leurs usagers. Ici il ne sert à rien d'enfermer un peu plus les journalistes dans un sentiment d'assiégés. La complexification de leur métier est un des éléments de leurs difficultés, son économie et la pression technique un autre. Mais en dehors d'une relation plus étroite avec les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs...il n'y aura point de salut. Elle est à trouver dans chaque médias et à travers des initiatives comme « les Entretiens de l'information ». Pour évoquer les conditions de traitement de l'information mais aussi les risques que les concentrations abusives ou les mélanges d'intérêts entre les marchands d'armes ou « les bétonneurs » et les éditeurs de presse font courir au pluralisme de l'information. C'est dans ce cadre aussi qu'il est important de reformuler l'importance et la singularité d'un service public qui doit être débarrassé de la pression des intérêts privés et de la publicité. Non seulement il ne faut pas supprimer la redevance, mais certainement assumer avec courage l'impérieuse nécessité qu'il y ait d'assurer un financement nettement plus important et pérenne du service public de l'information et de la communication. Cela vaut évidemment pour la création et les industries de programme, qui sans soutien public, vouent la télévision en particulier à une éternelle soumission à l'audience, aux standards et aux moyennes. Or la démocratie a besoin de curiosité, de détour par ce qui dérange sans mépriser. Les médias privés savent quelquefois le faire, le service public devrait avoir les moyens de s'en faire une obligation.

L'observation des usages sociaux de la communication et de ses nouveaux outils laisse à penser que **les institutions culturelles** sont prises également dans les mutations en cours et que qu'elles sont parfois sur la défensive, là où elles pourraient renouveler leur forme d'action. Elles sont en effet déterminantes pour favoriser le rapport à la culture scientifique, esthétique, sociale, politique, patrimoniale sans lequel l'éclairage du citoyen est amoindri. Toutefois dans une société plus cultivée, plus informée, la question n'est-elle pas plus que jamais l'usage que l'on fait de cette culture disponible ? De la démocratisation culturelle et ses limites ne doit-on pas accélérer le pas vers la démocratie culturelle, celle qui ne reconnaît pas tout à valeur égale, mais permet aux différentes dimensions de la culture de se féconder pour mieux faire vivre les valeurs ? Comment articuler des lieux et des institutions à des habitants pour qui la reconnaissance de leur capacité à produire de la culture est aussi importante que leur accès à une culture constituée ? Les choix et les blocages devant lesquels nous sommes ne sont-ils pas essentiellement culturels ? Peut-on se permettre de gaspiller ou d'ignorer les savoir-faire, les intuitions, les inventions, les rêves dont nos sociétés sont maintenant capables, au croisement de bien des spécialités qui sont impuissantes à dialoguer hors de leurs cercles d'initiés ? On ne résoudra pas les questions d'aujourd'hui avec les réponses d'hier, ce qui ne signifie pas, loin s'en faut que

l'expérience et l'histoire ne soit pas déterminantes aussi. Mais tout comme l'identité elles sont des trajectoires...qu'il faut communiquer.

Enfin nous savons la place qu'a prise, dans les discours et heureusement dans les faits « la société civile » organisée. **En particulier la vie associative.** C'est une des formes constitutives de la démocratie et un des interstices de la citoyenneté par le tissu de capillarité qu'elle a créé en un siècle. Il n'est pas exempt d'interrogations sur ses propres pratiques démocratiques, laissant quelquefois se développer en son sein des pratiques intéressées. Mais il est vrai que près d'un habitant sur deux communique dans son association. Certaines sont fédérées, plus de 30000 par exemple dans la Ligue de l'Enseignement, et représentent ainsi une forme de réseau physique qui peut faire alliance ou utiliser les formes habituelles des médias ou le web, et évidemment la téléphonie. Mais elles sont peu nombreuses à avoir fait de l'information et de la communication un des objets de leur activité, de leurs débats, de leurs expressions. Ces questions leur semblent insaisissables, comme ramenées essentiellement au rang des pratiques individuelles, Pourtant les associations, surtout si elles se rangent dans la famille **de l'éducation populaire** savent que l'information et la communication sont au premier rang de leur engagement et de leur travail. De plus pour les mouvements associatifs qui ont fait le choix de la laïcité pour fonder leur action, ils ne doivent pas attendre que de quelconques « grands prêtres » de la communication daignent se pencher sur le peuple pour l'initier à des mystères qui n'en sont pas. Ils doivent dans un effort commun avec l'Ecole, les institutions culturelles, les professionnels de l'information, les citoyens engagés dans des partis et des syndicats, les habitants sur leurs territoires de vie...s'efforcer d'en appeler la raison pour s'expliquer les causes et les conséquences des mutations brutales ou heureuses qui marquent notre époque. A demeurer inexpliquées ou incompréhensibles elles nous rendent sensibles -nous citoyens, futurs citoyens ou habitants aspirants à la devenir-, au bagout des démagogues, experts dans l'art de séduire par les simplifications les plus abusives.

Nous voyons bien que tout cela, notre envie d'une communication plus généreuse, plus attentive à la diversité réelle, mieux mobilisée pour faire progresser la compréhension entre les humains, n'a pas grand chose à voir avec les objectifs affichés récemment par le patron de TF1 « vendre du temps de cerveau disponible » aux annonceurs publicitaires.

Notre projet est effectivement de continuer à éveiller, nourrir, reconnaître et valoriser le temps d'intelligence disponible en tout humain pour qu'il assure son émancipation avec celle de tous les autres humains. Partageurs de culture, fabricants de l'entre nous, entremetteurs de fraternité défricheurs permanents et infatigables de la citoyenneté...essayons d'être tout cela à la fois avec la communication pour nous y aider.

Eric FAVEY

Secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement

Délégué à la culture, à l'éducation et à la communication.